

PROVINCES

provinces.union@sonapresse.com

Mouila : renforcement des capacités des OPJ/APJ à la Police

CE séminaire a été initié pour rendre justice aux enfants victimes de violences

Félicien NDONGO
Mouila/Gabon

UN séminaire atelier organisé par le ministère de l'Intérieur, à travers les Forces de police nationale (FPN) représentées par son point focal, la colonelle Sylviane Mousavou, s'est tenu dernièrement à Mouila, avec l'appui technique du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). Cette rencontre qui intervient après celle de Libreville, a réuni les OPJ/APJ des provinces de la Nyanga, du Moyen-Ogooué et de la Ngounié, en vue du renforcement de leurs capacités en matière de prise en charge des

victimes, des témoins et la répression des auteurs pour rendre justice aux enfants victimes de violences. Trois jours durant, les facilitateurs et les experts de la santé, de la Justice et des Affaires sociales, appuyés par l'administrateur de la protection de l'enfant à l'Unicef, Michel Ikamba, ont entretenu les participants sur les thématiques suivantes: rôle des indicateurs pénaux dans la connaissance de la magnitude des violences physiques et sexuelles; élaboration des procès-verbaux d'enquêtes relatifs à la criminalité; etc. Les objectifs sont, avant fin 2021, la tenue de deux ateliers d'aptitudes et de compétences sur la prise en charge psychosociale des enfants victimes... Le séminaire a permis aux participants d'apprendre les nouvelles techniques de prise en charge des enfants victimes de violences, et les instruments juridiques internationaux, notamment



Photo de famille au terme de la formation des OPJ/APJ à Mouila

Photo : Félicien Ndongo

les Conventions relatives aux droits de l'enfant, la Charte africaine, etc. Au nom de l'Unicef, M. Michel Ikamba s'est réjoui du niveau d'attitude démontré par les séminaristes et les facilitateurs. Aussi est-il convaincu que

les enseignements acquis aideront la police amie des enfants, à travers ses OPJ/APJ, à avoir un intérêt particulier sur le suivi des enfants victimisés. Clôturant les travaux, le secrétaire général de province, Michel Léandre

Tchibinda, a dit attendre des participants la mise en application des bonnes pratiques de collaboration et de partage des informations pouvant aider notre pays à combattre efficacement les crimes dont les enfants sont victimes.

Oyem : formation des assistants de prévention des violences en milieu scolaire



Les officiels lors du séminaire sur les violences en milieu scolaire.

C'EST le président de l'Église évangélique du Gabon, Révérend Augustin Bouengoune, qui en a donné le top.

E. EBANG-MVE
Oyem/Gabon

LA société "Encadrement Plus" organise, depuis le 20 octobre dernier à Oyem, et ce pour 5 jours, un atelier de formation des assistants de prévention de violences, d'encadrement et de sécurité scolaire (APES), sous le thème "Riposte contre les violences en milieu

scolaire, administratif, socio-éducatif et sportif au Gabon". C'est le président de l'Église évangélique du Gabon (EEG), le révérend Augustin Bouengoune, qui a ouvert les travaux. "Le Gabon, à l'instar d'autres pays, fait face à la montée du phénomène des violences en milieu scolaire (...) L'insuffisance des filtres aux abords et voies d'accès dans nos établissements facilite l'entrée

d'objets et autres produits prohibés qui alimentent cette montée de violence au sein de l'école et ses alentours. Coûtant parfois la vie à nos enfants", a déploré le pasteur. Créée le 17 juillet 2020 sous les auspices de l'Union internationale des services publics et assimilés, "Encadrement Plus" se présente comme une société citoyenne qui a pour objectif: "Lutter, freiner et éradiquer le phénomène de violences en milieu scolaire francophone, d'une part, et d'autre part, elle vient en appui aux efforts des institutions gouvernementales et internationales, pour la lutte contre ce phénomène, et contribue à la résorption du chômage des jeunes désœuvrés au Gabon", a indiqué Emmanuel Mve Mba, directeur général d'Encadrement Plus. Une société qui entend parapher un partenariat avec le conseil municipal d'Oyem, afin de sécuriser en permanence, la jeunesse scolarisée d'Oyem. Le troisième maire adjoint en charge des questions de la jeunesse et des sports, Aboubakar Adamou, s'est réjoui de cette heureuse initiative.

Le mauvais état du tronçon Bitam-Okok



L'état d'une route dégradée à Bitam.

Servais SONDE BATATA
Bitam/Gabon

LE tronçon Bitam-Okok – passant par le lycée de l'Excellence de la localité – est dans un piteux état. Une dégradation, du reste très avancée, du fait d'une circulation intense de gros-porteurs de la société Olam Ruber qui l'ont complètement défoncé. Long d'à peine quelques kilomètres, ce linéaire constitue un véritable calvaire pour les usagers. Surtout en saison des pluies. Les

populations se souviennent qu'un contrat avait été signé avec cette entreprise installée dans la contrée pour l'entretien permanent de cet axe routier. Mais, grande est leur déception de constater qu'elle ne fait rien pour la maintenir en état de circulation. Conséquence, les rares usagers ou clandos qui opèrent sur cette voie ont doublé les tarifs de transport. Au grand dam des riverains, et surtout des élèves du lycée de l'Excellence qui vient, en ce qui le concerne, de bénéficier de la nomination d'un nouveau fournisseur, en la personne de Clotaire Edou Nkoulou.

Photo : Servais Sonde BATATA

Photo : PME